



Table ronde 4 des 5^e Rencontres de l'éducation populaire

**Soutenir les initiatives, nourrir les engagements citoyens :
comment tenir dans la durée ?**

**Vendredi 5 décembre 10h45 - 13h00
Friche la Belle de Mai, Labo Friche**

S'engager transforme, mais expose aussi à l'épuisement : burn-out militant, découragement, violences structurelles, mais aussi difficulté à tenir dans des environnements fragilisés. Dans un contexte national et international particulièrement complexe, les associations et les collectifs doivent inventer de nouvelles cultures de lutte et de soin pour continuer à agir - «sans se cramer»*. Au même moment, le secteur associatif traverse une crise de moyens inédite, révélant un paradoxe profond : alors qu'il joue un rôle déterminant dans la cohésion sociale, l'accès aux droits et l'animation démocratique des territoires, ses leviers concrets d'action semblent de plus en plus restreints. Pourtant, sur le terrain, d'autres manières de faire s'inventent : réinvestissement politique et joyeux des espaces de convivialité, alliances entre pratiques citoyennes et travail institutionnel, nouvelles formes d'engagement portées notamment par la jeunesse. Comment préserver et amplifier le pouvoir d'agir sans s'épuiser ? Comment relier expériences vécues, structures collectives et transformation institutionnelle pour favoriser des citoyennetés durables, inclusives et émancipatrices ?

Cette table ronde visait à interroger les ressorts de soutenabilité de l'engagement citoyen et dans les collectifs avec Hélène Balazard, les associations avec Martin Bobel, ainsi que la manière dont les institutions y répondent. Romain Duplan, Paul Pacini et Eva Julien ont partagé leurs retours d'expériences autour de leurs projets respectifs : le Bar du midi, le festival les vers du terter et les Routes de l'engagement. Audrey Gatian, adjointe au Maire de Marseille en charge de la politique de la ville a apporté une mise en perspective du point de vue de l'action publique.

Animation : Solange Arnette

Consultante en ingénierie culturelle, co conceptrice du programme de tables rondes des Rencontres, aux côtés des services de la Ville de Marseille.

Interventions :

▪ **Martin Bobel, vice-président du Mouvement Associatif, Conseiller du CESE (Conseil Economique Social et Environnemental), Administrateur du RNR (Réseau National des Ressourceries et Recycleries).**

Martin Bobel est spécialiste des organisations associatives sociales et écologiques ; à l'appui des conclusions à tirer de l'avis (co-porté avec Dominique Joseph) « Financer les associations, une urgence démocratique », son intervention s'est tournée autour de la question : vie associative, vie démocratique, engagement citoyen : quelles réalités, quelles pistes pour l'avenir ?

Le CESE, Conseil Economique Social et Environnemental est la « troisième chambre constitutionnelle », avec une mission à la fois consultative et contributive à la fabrique de la loi. **C'est dans ce cadre qu'en 2024 a été co-porté, avec Dominique Joseph, l'avis du CESE intitulé « Financer les associations, une urgence démocratique » et adopté à l'unanimité.**

Cet avis s'appuie sur un travail de fond mené pendant six mois, en lien étroit avec le monde associatif et l'ensemble des corps intermédiaires. Une vaste enquête a été conduite auprès de 6 000 associations, afin de documenter leurs réalités concrètes. **En effet : « Pour bien lutter, il faut bien comprendre ce qui nous arrive. L'objectif était de mettre en récit l'expérience vécue et de la rattacher au cadre législatif. »**

Un secteur essentiel fragilisé par une crise structurelle

L'unanimité du vote marque notamment une critique claire de la logique de marchandisation qui traverse aujourd'hui le secteur associatif, un secteur essentiel fragilisé par une crise structurelle.

Dans un contexte général qui est celui de la sortie de crise sanitaire, l'inflation, les restrictions budgétaires accrues, les associations représentent toujours un poids considérable : 113 milliards d'euros de budget, 10 % des emplois en France, et près de 20 millions de bénévoles. A rebours des besoins qu'elles couvrent, elles subissent depuis le début des années 2020 une **restriction budgétaire sans précédent** : 40 % des subventions de l'État ont été supprimées en trois ans.

Cette contraction des financements publics s'accompagne d'une **transformation profonde des modalités de soutien**. La subvention de fonctionnement classique est de plus en plus remplacée par des appels à projets et de la commande publique, dont la part est passée de 17 % à 35 %. Ce qui subsiste de la subvention tend ainsi à ressembler de plus en plus à une logique de marché.

Une remise en cause du principe d'initiative associative

Cette évolution porte en elle des effets délétères dans la mesure où d'une part, elle remet en cause le principe fondamental d'initiative associative, historiquement fondé sur une dynamique « ascendante », partant du terrain ; et d'autre part, elle induit un risque de dépossession du travail associatif.

En outre, pour équilibrer leurs budgets, les associations n'ont alors que des marges de manœuvre limitées :

- l'augmentation de la participation financière des usagers ;
- la vente de services à des tarifs de plus en plus élevés, ce qui génère mécaniquement de l'exclusion.

La mise en concurrence croissante via les appels à projets et la commande publique entraîne une perte de sens, une dénaturation des projets associatifs et une baisse de l'engagement bénévole. Ainsi : « **Plus on est dans logique de marché, plus on risque de scier la branche du cadre juridique sur laquelle on est assis (...). Quand on déplace les associations dans une logique de marché, on sort de l'intérêt général** ».

Préconisations et perspectives

Face à ces constats, l'avis du CESE formule plusieurs préconisations structurantes visant à :

- **Renforcer durablement le financement des associations**, c'est-à-dire notamment leur fonctionnement, une orientation qui fait désormais consensus, y compris avec des acteurs économiques comme le MEDEF.
- **Réinstaurer des aides structurelles**, notamment les emplois aidés, afin de redonner de la **stabilité** aux organisations.
- Plus largement, **restaurer la confiance** entre les pouvoirs publics et le monde associatif.

Les associations ne peuvent être uniquement dépendantes des intentions politiques, car elles jouent un rôle irremplaçable de repérage et d'identification des besoins sociaux sur les territoires. L'enjeu est donc collectif : penser les outils du futur et engager des transformations structurelles, plutôt que ponctuelles et marginales.

Lien vers la synthèse de l'avis :

www.lecese.fr/travaux-publies/renforcer-le-financement-des-associations-une-urgence-democratique

▪ **Hélène Balazard, chargée de recherche en sciences politiques au laboratoire Environnement ville société (EVS) et enseignante à l'École de l'aménagement durable des territoires (ENTPE) à Vaulx-en-Velin.**

Elle-même engagée de longue date sur un chemin militant, Hélène Balazard articule systématiquement son travail de recherche avec les acteurs de terrain. En septembre 2025, elle publie avec Simon Cottin Marx aux éditions Payot «Burn-out militant : comment s'engager sans se cramer ?»* Faisant le constat que l'épuisement n'est pas réservé au monde du travail, les auteurs entendent avec cet ouvrage aider les collectifs et citoyens à (re)trouver et mobiliser les ressources nécessaires à leur engagement. Hélène Balazard en a partagé une courte synthèse pour cette table ronde.

Longtemps cantonnée au monde du travail salarié, la question du « burn out », c'est-à-dire de l'épuisement, s'est progressivement imposée dans le champ de l'engagement citoyen. Celui-ci peut concerner l'ensemble des **20 millions de bénévoles**, qu'ils se définissent ou non comme militants, ainsi qu'**1,8 million de salariés**, souvent pris dans des tensions similaires.

La rédaction, aux côtés Simon Cottin-Marx de l'ouvrage « Burn-out militant : comment s'engager sans se cramer ? », a été nourrie par un appel à témoignages auprès de nombreuses associations. La motivation initiale est résumée ainsi : « c'est tellement dommage que des associations explosent totalement. Il y a beaucoup de travail à faire. On se fait du mal, et en plus, on perd du temps... »

L'enjeu à l'origine du projet est double : comprendre les mécanismes de l'épuisement militant, et identifier ce qui peut être mis en place, collectivement, pour l'éviter.

Le burn-out militant : un épuisement structuré

Le burn-out militant s'inscrit dans les **six facteurs classiques des risques psychosociaux** :

- l'intensité et le temps de travail ;
- l'exigence émotionnelle ;
- le manque d'autonomie ;
- la dégradation des rapports sociaux au travail ;
- les conflits de valeurs ;
- l'insécurité de la situation de travail

À ces facteurs s'ajoutent des réalités spécifiques à l'engagement : interpellations policières, violences symboliques, voire physiques, subies par celles et ceux qui s'engagent. Le burn-out n'est donc pas une exception militante : il est présent partout. Toutefois, le monde militant présente **trois caractéristiques spécifiques** qui accentuent le risque d'épuisement :

- une **culture du sacrifice et du don de soi**, valorisant l'abnégation individuelle ;
- une **individualisation de l'engagement**, qui rend difficile une prise en charge collective du bien-être ;
- la confrontation répétée à l'inaction politique ou à la répression : on se mobilise, « il ne se passe rien », ou bien la mobilisation est réprimée, générant **découragement et craintes**.

Replacer le collectif au cœur de l'engagement

Face à ces constats, une clé centrale consiste à **remettre le collectif au centre**, à condition qu'il soit « sain ». Cela implique de **dé-psychologiser le burn-out**, non pas pour nier les souffrances individuelles, mais pour mieux identifier les **dysfonctionnements collectifs** qui les produisent et agir dessus.

L'engagement héroïque individuel masque souvent la réalité du travail collectif. Il est essentiel de rappeler que « **derrière chaque héros / héroïne il y a un collectif** ». L'exemple de Rosa Parks illustre cette idée : si son acte est devenu emblématique, il s'inscrivait dans un mouvement collectif structuré, sans lequel son courage et sa conviction n'auraient pas eu le même impact. Penser que l'engagement exige le sacrifice individuel est une illusion : sans collectif, rien n'est possible.

Des pistes concrètes pour se prémunir de l'épuisement

Plusieurs leviers concrets peuvent être mobilisés pour prévenir le burn-out militant :

- **Le droit à la déconnexion**, en affirmant une séparation entre vie militante et vie privée. Cela passe par une attention portée au soin individuel et collectif : repos, temps de récupération, soutien psychologique, prise en compte de la fatigue.
- **Donner une place à chacun**, en reconnaissant que les associations ne sont pas exemptes de violences, d'inégalités ou de rapports de pouvoir. Travailler ces dimensions est une condition de la soutenabilité de l'engagement.
- **Se doter de règles collectives** pour prévenir les difficultés : modalités d'accueil des nouveaux membres, clarification des fonctionnements internes, outils de régulation. La principale difficulté réside dans la nécessité de « prendre le temps en amont », alors même que l'urgence de l'action et de la lutte pousse à agir immédiatement.
- **S'entraider pour s'engager**, dans une société qui facilite peu l'engagement citoyen. Les dispositifs existants, comme les congés de citoyenneté, restent peu connus ou peu mobilisés. En réponse, certaines associations inventent de nouvelles formes de soutien : garde d'enfants, caisses de solidarité, entraide matérielle.
- **Faire une place à la joie** : célébrer, fêter, partager des moments de convivialité. Ces temps ne sont pas accessoires ; ils font du bien, redonnent du sens, permettent de parler, de se retrouver et, au fond, de faire société.

Lien vers le document support de présentation

[« Burn out militant : comment s'engager sans se cramer ? »](#)

▪ **Mise en perspective – Audrey Gatian, adjointe au Maire de Marseille en charge de la politique de la ville.**

Fondatrice en 2010 de l'antenne locale d'Osons le féminisme, Audrey Gatian inscrit son propos dans une réflexion sur la durée de l'engagement, à la croisée du militantisme, de la vie politique et de l'action collective.

L'expérience de terrain montre que l'urgence, la lutte et l'intensité militante ne peuvent s'inscrire dans le temps sans une attention portée aux conditions mêmes de l'engagement. Comme le rappelait l'une des enseignantes d'Audrey Gatian : « On ne peut pas arriver à un concours sur les rotules ». Cette logique vaut tout autant pour l'engagement politique : **prendre soin de soi est une condition de la continuité de l'action, même si cette préoccupation n'est pas spontanément au cœur des cultures militantes.**

L'engagement citoyen ne se limite pas aux mobilisations collectives : il passe aussi par le vote, qui demeure un levier essentiel de transformation politique. Pour autant, les cadres dans lesquels s'inscrivent les associations et les initiatives citoyennes se transforment profondément. La marchandisation croissante du secteur associatif conduit nombre de structures à être traitées comme de simples prestataires de services. **Du côté institutionnel, il devient alors difficile de reconnaître et de soutenir ce qui sort du cadre, ce qui est moins normé, plus expérimental. Or ce sont précisément ces marges qui nourrissent l'innovation démocratique.**

Dans ce contexte, le constat est sans détour : la bataille culturelle face au libéralisme et à la montée de l'extrême droite a été largement perdue. Cette situation impose un effort collectif de renouvellement des pratiques et des imaginaires. Il ne s'agit pas seulement de résister, **mais de contribuer activement au changement, en inventant d'autres manières de faire.**

Des contre-modèles existent et peuvent être développés. Dans le domaine du logement, par exemple, les États généraux du logement ont conduit à la création d'un syndic social et solidaire, un outil pensé en dehors des logiques marchandes. Ce type d'initiative illustre la capacité de la sphère politique et associative à produire des réponses concrètes qui ne se conforment pas à la « main invisible du marché ».

Soutenir les initiatives et nourrir les engagements citoyens dans la durée implique ainsi un double mouvement : **prendre soin des personnes qui s'engagent et combattre la marchandisation par la déconstruction de ses logiques et la construction de contre-modèles. C'est à cette condition que l'action collective peut retrouver de la force, du sens et une capacité réelle de transformation.**

▪ Romain Duplan, co gérant du «Bar du Midi» (Nîmes) et coordinateur du festival d'écologie populaire les vers du terter».

Diplômé d'un double Master d'Histoire Publique et de Recherche à l'Université de Créteil, il est fondateur de l'association "La boîte à Histoire", Romain Duplan est un chercheur indépendant qui a toujours articulé son action avec les enjeux de l'éducation populaire. Aujourd'hui co- gérant du bar PMU (vieux de 60 ans) «le Bar du Midi» et coordinateur du festival «les vers du terter», il oeuvre avec le quartier (ses habitants, son tissu associatif) pour favoriser l'auto organisation des citoyens, en prenant appui sur la convivialité, le partage et la solidarité comme ressorts indispensables de la mixité sociale, et d'une action collective à la fois réellement ancrée, et soutenable dans le temps.

Le Bar du Midi : un lieu de convivialité comme point d'appui de l'engagement

Le Bar du Midi est né de l'initiative de trois amis, animés par des motivations différentes mais complémentaires : créer d'abord un endroit, **un lieu de vie, pensé comme un espace pour s'organiser, se retrouver et agir collectivement**. Le fonctionnement repose sur un principe central : tout est à prix libre, afin de **lever les barrières économiques et favoriser l'accessibilité**.

Si le bar est juridiquement une entreprise, il fonctionne en étroite articulation avec de nombreuses associations qui y trouvent un espace d'expression et d'expérimentation. Le lieu accueille une grande diversité d'activités : concerts, karaokés, expositions (dont « aux chiottes l'art » en lien avec des étudiant.es des Beaux-Arts), rencontres autour de l'histoire populaire des luttes, débats sur la sécurité sociale de l'alimentation, la lutte kanak ou encore la sécurité sociale de la défense. Il est aussi un point de ralliement après les manifestations, un espace de ciné-club, de cabaret, de lotos, et accueille ponctuellement des journées thématiques, notamment sur les violences faites aux femmes.

L'objectif premier est **la convivialité, pensée comme un levier politique à part entière**. Comme tout lieu de vie, cette convivialité n'exclut pas les tensions : les rencontres peuvent aussi générer des frictions. Une vigilance constante est donc nécessaire. La présence de deux barmans permet de gérer simultanément le PMU, la salle, le bar et la programmation. Le choix assumé d'accueillir tout le monde implique également de composer avec des personnes confrontées à des problèmes d'addiction ou de santé, et avec un mélange de publics aux cultures et aux habitudes très différentes.

Les temps festifs occupent une place centrale : ils constituent un résultat concret de l'action collective, une expérience vécue du « vivre ensemble ». La fête permet de faire vivre les cultures, la diversité, et d'ancrer l'engagement dans des pratiques sensibles, joyeuses et partagées.

Les Vers du Ter-Ter : une écologie populaire ancrée dans l'éducation populaire

Le festival *Les Vers du Ter-Ter* s'inscrit dans une démarche d'écologie populaire, fondée sur le principe du « faire avec », hérité de l'éducation populaire. Porté par un collectif - issu initialement de l'expérience du Bar du Midi - le projet cherche à rendre les enjeux écologiques appropriables par toutes et tous, concrets et reliés aux réalités sociales locales.

Le festival déploie une programmation variée :

- un café des luttes ;
- des lotos dont les chiffres font écho aux luttes sociales et écologiques ;
- des conférences mettant en lumière des initiatives locales ;
- des balades urbaines « thermomètre à la main » organisées en période de canicule, pour rendre sensibles les effets du changement climatique ;
- la création d'un cercle de paroles, favorisant l'expression et l'écoute.

Une attention particulière est portée à l'inclusion des habitants des quartiers populaires, dans un contexte nîmois marqué par de très fortes inégalités et violences sociales. Le festival s'attache à intégrer de nouvelles personnes, à élargir les cercles de participation et à croiser les publics, afin que les questions écologiques ne soient pas réservées à des publics déjà sensibilisés ou favorisés.

À travers ces initiatives, *Les Vers du Ter-Ter* affirme la volonté de construire une écologie vécue, collective et ancrée dans le territoire, où l'engagement se nourrit autant des savoirs que des expériences partagées.

▪ **Paul Pacini, cofondateur de l'association Cinquième roue, et Eva Julien, Responsable accompagnement chez Animafac et animatrice Cinquième Roue**

Plus abstentionnistes que leurs aînés, les moins de 30 ans entretiennent globalement un rapport plus distancié au vote que les générations précédentes, ce fait alimentant des discours stigmatisants sur une jeunesse prétendument désengagée. Pourtant, les nouvelles générations inventent et investissent d'autres formes d'engagement - boycott, mobilisations associatives, activisme numérique, parcours professionnels à impact - qui restent largement invisibilisées. C'est pour répondre à ce décalage que Cinquième Roue est née.

En 2024, pendant 8 mois, l'association a sillonné la France à vélo pour aller à la rencontre des jeunes et, grâce à des ateliers d'éducation populaire et en lien constant avec ses acteurs, elle a créé des espaces d'expression où les jeunes ont collectivement redéfini une citoyenneté qui leur ressemble. Le résultat : des centaines de témoignages recueillis et 36 propositions concrètes pour faciliter l'engagement des jeunes, destinées aux décideurs publics. L'objectif : peser sur les politiques jeunesse pour élargir la conception dominante de la citoyenneté et valoriser les nouvelles générations dans leur engagement. Ce travail d'interpellation politique est au cœur de leur action, reliant expériences vécues et transformation institutionnelle.

Partant du constat que si les jeunes votent moins que d'autres segments de la population, dans les faits ils s'engagent, autrement. L'association souligne une crise de la citoyenneté marquée par l'invisibilisation et la dévalorisation de leurs formes d'engagement. **Les jeunes sont souvent perçus comme individualistes, alors même qu'ils investissent d'autres modes d'action, peu reconnus par les cadres institutionnels.**

Le Tour de France de la Cinquième Roue avait trois objectifs principaux : aller à la rencontre des jeunes de 15 à 30 ans, valoriser et rendre visibles leurs engagements, et peser sur les politiques publiques de jeunesse. **Pour cela, l'association a conçu un jeu de cartes d'éducation populaire présentant vingt manières différentes de s'engager et de faire vivre sa citoyenneté, invitant les participants à définir « une citoyenneté qui leur ressemble ».**

Le projet s'est déroulé sur huit mois, avec un départ de Pélissanne et 4 500 kilomètres parcourus à vélo. Au total, 102 ateliers ont été menés auprès d'environ 600 jeunes, sous forme de cercles de parole très horizontaux, favorisant des échanges de pair à pair. Un outil numérique a également été co-construit avec une association partenaire afin de restituer et d'analyser les données issues de ces ateliers.

Les résultats montrent que la carte la plus choisie est celle du vote, mais avec une nuance forte : le vote institutionnel est souvent rejeté au profit d'un « vote d'action », perçu comme plus concret. Les partis politiques arrivent comme carte la plus choisie négativement. Le don (vêtements, sang, argent, micro-dons) est la deuxième forme d'engagement la plus citée, notamment parce que ses effets sont immédiats et qu'il répond à un besoin de réciprocité et de sécurité. Le bénévolat arrive en troisième position, suivi par la sensibilisation puis l'activisme sur les réseaux sociaux.

Le tour a eu des effets différenciés selon les profils. Chez les jeunes peu engagés, notamment les lycéens, il a permis de redéfinir ce qu'est l'engagement et de « planter des graines » : reconnaître ce qu'ils font déjà, et envisager comment aller plus loin. Chez les jeunes déjà militants, le travail a contribué à limiter la culpabilisation, à prévenir les frustrations et à faire baisser l'anxiété liée à l'engagement.

Une dernière étape a pris la forme d'une consultation citoyenne organisée à Paris, quatre mois plus tard, réunissant soixante jeunes aux profils très divers (scouts, lycéens agricoles, associations, jeunes accompagnés par les missions locales). Ils ont formulé des propositions concrètes, à raison de deux propositions par carte de participation citoyenne, qui seront prochainement mises en ligne. L'objectif final est de **former les jeunes au plaidoyer afin qu'ils puissent porter eux-mêmes ces propositions auprès de leurs élus.**

▪ **Apports des personnes présentes en salle**

Les échanges avec les salles ont permis de mettre en lumière que :

- En rebond au projet de Cinquième Roue, il existe à la Ville de Marseille un jeu de carte similaire, créé par l'équipe du Projet Educatif de Territoire et adressé aux plus jeunes (3-12 ans) : « Paroles de Minot ».
- Le constat du CESE est largement partagé : augmentation des charges administratives, perte de moyens, manque de visibilité et gestion à court terme fragilisent durablement les structures.
- L'accélération des attaques contre le monde associatif, dans un contexte de montée des forces extrémistes, peut favoriser l'impression d'un monde « sans espoir », d'inquiétude profonde face à l'état de la société, et de la démocratie.

Dans ce contexte, comment avoir le temps et l'énergie pour repenser les organisations et éviter le burn out ?

Cependant :

- Un outil de management expérimenté dans un centre social, le « ménagement », est présenté comme solution possible, avec une forte diminution des arrêts maladie. Il repose à la fois sur une meilleure prise en compte des personnes, et sur un meilleur accompagnement quant à leur compréhension des contextes : visite du quartier et du centre social avant les entretiens de recrutement, ou encore pratique du « planning vide », qui part des contraintes réelles pour penser l'organisation du travail comme un levier collectif.
- Il est souligné qu'il faut « marcher sur deux pieds » : se préserver individuellement par des actions simples et accessibles, tout en agissant collectivement, notamment par l'engagement citoyen, et le vote. Un appel est formulé à « garder de l'optimisme » malgré la dégradation du contexte : **« agir fait du bien, même si la situation empire ».**
- **La nécessité de s'éduquer aux fonctionnements institutionnels et aux modalités de financement est fortement affirmée**, alors que ces savoirs ont parfois été négligés par le monde associatif. Le savoir est rappelé comme un levier de pouvoir : « Connaître le monde est le préalable à la volonté de le changer ».
- Face aux crises écologiques, à la dépossession des moyens d'agir politiquement et au recul des outils de contestation, **le collectif est affirmé comme une ressource centrale : « le collectif est notre sauvegarde ».** Il s'agit de s'organiser autrement, d'être « malin » et de lancer des initiatives de ralliement pour continuer à agir ensemble.

Ce que l'on peut retenir...

Tenir dans la durée suppose des financements stables : la logique de projets et de mise en concurrence fragilise l'initiative associative, dénature les missions et épuise les collectifs.

Sortir de la marchandisation pour préserver l'intérêt général : restaurer la confiance, financer le fonctionnement et reconnaître le rôle politique des associations sont des conditions démocratiques essentielles.

La soutenabilité est un enjeu collectif. L'épuisement militant n'est pas un problème individuel mais organisationnel : cultures du sacrifice, urgence permanente et conflits de valeurs rendent l'engagement insoutenable sans régulation collective. Règles partagées, droit au repos, entraide matérielle, attention aux rapports de pouvoir et place donnée à la joie sont des leviers clés pour durer.

La convivialité, la joie, la fête, sont des ressorts politiques : des lieux accessibles, accueillants et ancrés localement permettent l'auto-organisation, la mixité sociale et un engagement incarné. La fête et les expériences partagées rendent l'engagement désirable, concret et soutenable dans le temps.

Les jeunes s'engagent autrement : rendre visibles, légitimer et valoriser ces pratiques est indispensable pour lutter contre le découragement et la disqualification citoyenne.

Relier expérience vécue et transformation institutionnelle : former au plaidoyer, outiller l'expression collective et peser sur les politiques publiques permet de transformer l'engagement en pouvoir d'agir durable.